



Commune de La Douze

dossier n° CUb 024 156 14 R0027

date de dépôt : 17 septembre 2014

demandeur : Monsieur et Madame
CHRISTIAENS Joffrey

pour : la construction d'une habitation et d'un
garage

adresse terrain : LD FON LADOUZE NORD, à La
Douze (24330)

CERTIFICAT d'URBANISME

délivré au nom de l'État
Opération non réalisable

Le maire de La Douze,

Vu la demande présentée le 17 septembre 2014 par Monsieur et Madame CHRISTIAENS Joffrey demeurant 1415 RTE D'ESTAIRES, La Couture (62136), en vue d'obtenir un certificat d'urbanisme :

- indiquant, en application de l'article L.410-1 b) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain :

- cadastré ZI-98
- situé LD FON LADOUZE NORD
24330 La Douze

et précisant si ce terrain peut être utilisé pour la réalisation d'une opération consistant en la construction d'une habitation et d'un garage ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

Vu la Carte Communale approuvée le 26 janvier 2006 ;

Vu l'article L 124-2 du code de l'urbanisme

Considérant que l'article L 124-2 du code de l'urbanisme dispose que les cartes communales délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de "l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles

Considérant que la demande porte sur la réalisation d'une maison d'habitation et d'un garage

Considérant que les projets n'entrent pas dans le champ d'application de l'article suscit

CERTIFIE

Article 1

Le terrain objet de la demande ne peut pas être utilisé pour la réalisation de l'opération envisagée.

Article 2

Le terrain est situé dans une commune dotée d'une carte communale susvisée .
Les articles suivants du code de l'urbanisme sont notamment applicables :

- art. L.111-1-4 et 124-2, art. R 111-2 à R.111-24

Zone(s) : zone N

Le terrain n'est grevé d'aucune servitude d'utilité publique.

Article 3

L'état des équipements publics existants ou prévus est le suivant :

Équipement	Terrain desservi	Capacité suffisante	Gestionnaire du réseau	Date de desserte
Eau potable	Non renseigné	Non renseigné		
Électricité	Non renseigné	Non renseigné		
Assainissement	Non renseigné	Non renseigné		
Voirie	Non renseigné	Non renseigné		

Fait à La Douze, le 9/10/2014

Le maire,
Vincent LACOSTE



Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).